

Séminaire pluridisciplinaire

SOCIETES ET ESPACES RURAUX

13^e année – 2006-2007

Séance du mardi 14 novembre 2006

Compte rendu réalisé par Nicolas Gain, en Master 1 de Géographie,
et Florian Reynaud, doctorant en histoire

« Cinq minutes, un livre »

Dans la rubrique ‘Cinq minutes, un livre’, Maxime Dondon présente l’ouvrage intitulé *Le château et la nature*. Il s’agit des Actes d’un colloque parus en 2004, traitant des relations entre les châtelains et leur environnement, de l’espace rural entourant la demeure, du Moyen Âge au début du XX^e siècle.

On note à ce sujet un retard des études françaises sur les études britanniques, en particulier en ce qui concerne les parcs de chasse, source de revenus importants, signes d’une nature maîtrisée. Le recueil étudie par ailleurs le rôle de la maison noble dans la gestion de l’espace dans la région savoyarde, l’importance de l’environnement végétal, les évolutions, le développement des éléments décoratifs, éloignés des espaces de production. Les auteurs soulignent la propension de certains châtelains à protéger leur château de la nature, surtout au XIX^e siècle, avec un écart plus grand, dans les temps récents, vis-à-vis des villageois proches.

Première conférence

Mathieu Guérin

Maître de conférences en histoire contemporaine à l’Université de Caen Basse-Normandie

**« *L’administration coloniale française
face à l’essartage en Indochine (1859-1954)* »**

Mathieu Guérin présente une étude sur l’essartage en Indochine, au temps de la colonisation. Il replace son étude dans un contexte plus large : avant l’arrivée des Français en 1859 et après leur départ en 1954, en passant par la constitution de l’Union Indochinoise, en 1887, et de son élargissement au Laos en 1893. Loin derrière la riziculture humide dominante, sa problématique vise à comprendre quel a été le positionnement du colonisateur face à la riziculture sèche sur essarts dans les hautes terres du centre de la péninsule.

L’essartage

La pratique consiste à défricher une parcelle à cultiver. Elle est ensuite abandonnée au bout de deux, voire quatre ans, pour une autre. Dix à vingt ans plus tard, après de nombreux déplacements, on revient sur la première parcelle de nouveau sujette à l’essartage puis à la remise en culture. On défriche en février ou mars en laissant les souches en place et les arbres les plus gros. On laisse sécher les abattis et on les brûle en avril, lors des premières pluies avant de semer le riz, en ligne, avec aussi du maïs, jusqu’à vingt espèces de légumes et plantes (cucurbitacées, piments, canne à sucre, plantes tinctoriales) et même des arbres fruitiers. Les familles viennent s’installer sur l’essart pour surveiller les parcelles mises en culture des bêtes sauvages. À partir du mois de juin, on récolte les légumes, on sarcle le coton, l’ortie de Chine. La récolte du maïs s’effectue en juillet ; en août et en septembre, c’est au

tour du riz hâtif, et en octobre ou novembre de l'ortie de Chine. Enfin, en novembre et décembre, on récolte le riz, par égrainage, ou à la faucille, avec beaucoup de main-d'œuvre dans les champs. Tous les habitants du village sont alors concernés à l'exception des capteurs d'éléphants, du fait de leur grand prestige et de leurs revenus suffisants pour ne pas avoir à cultiver.

On note un rapport religieux essentiel à l'espace cultivé, par exemple avec le sacrifice d'une poule, qui permet d'apaiser les génies, d'obtenir leur aide, leur secours, ou encore avec la crainte du cobra, qui, s'il est aperçu sur le site, oblige à déménager l'essart. En outre, l'essartage laisse un certain temps libre pour d'autres activités. Ainsi de novembre à mars, c'est la période de la chasse, de l'abattage du bois servant à la construction des pirogues, de la récolte de la résine de bois, en creusant une espèce de bénitier au bas de l'arbre.

Les rendements des essarts peuvent être très différents d'une parcelle à une autre, d'un groupe à un autre. Ainsi l'essart récemment défriché donne une production plus grande. Les surplus peuvent être vendus, parfois à des distances conséquentes, avec des trajets longs, difficiles, la hotte transportée sur le dos pouvant contenir soixante kg de riz.

Le regard du colonisateur

La riziculture humide est présentée comme une pratique des civilisations « avancées » tandis que la riziculture sèche souffre d'un jugement péjoratif malgré des premiers jugements neutres comme ceux d'Henri Mouhot, qui, en 1857, décrit la pratique sans jugement de valeur, ou d'Adhémar Leclerc, administrateur, qui a tendance à montrer que ce mode de culture donne de bons rendements.

L'administration coloniale se penche vraiment sur la question à partir de 1885. Les administrateurs voient alors dans les peuples ethniques pratiquant l'essartage, des 'sauvages', de par leur nudité, leur habitat forestier, leur analphabétisme ; des 'sauvages' qu'il faut civiliser, idée qui peut d'ailleurs justifier le processus de colonisation, dans un esprit de mission civilisatrice.

L'administration coloniale va alors chercher à modifier les pratiques agricoles. Il lui faut d'abord prouver que les pratiques en place sont mauvaises : l'essartage est accusé de détruire la forêt, alors que les études, depuis, ont montré le contraire, en tout cas dans les forêts secondaires que l'on trouve en Indochine. On n'accepte pas le nomadisme de ces peuples, pas si fréquent pourtant, car cela les rend difficile à maîtriser. L'essartage, encore, ne serait pas assez productif. Il est pourtant complémentaire à la riziculture humide : les récoltes pouvant se suppléer en cas de manque du fait d'un calendrier différent. De même, les risques pour les cultures ne sont pas les mêmes, les deux récoltes étant ainsi rarement touchées en même temps.

À partir des années 1910, au moment où l'Indochine se dote de services agricoles, d'autres chercheurs relativisent la vision des administrateurs. Puis ce sont les ethnologues qui, dans les années 1930, séjournent plusieurs années sur les hauts plateaux : ils passent d'une vision coloniale première à des témoignages favorables à l'essartage. Ils mettent en avant le maintien de la forêt dans le respect de la vie des indigènes.

Politique de l'administration coloniale

Le pouvoir politique néglige ces recherches et les témoignages qui vont à l'encontre de leurs perspectives civilisatrices.

La première mesure est l'interdiction pure et simple, par décret du président de la République de 1895, de la pratique de l'essartage sous peine de prison et d'amendes conséquentes. Des textes locaux viennent confirmer la décision mais elle est difficilement

applicable : on met des vies en danger, et on manque surtout de moyens car l'administration coloniale est absente d'une partie des hauts plateaux de 1912 à 1935.

La seconde mesure est l'immatriculation des terrains, en fait un non-sens pour les essarteurs. On réclame aussi des impôts sur les jachères, impossibles à payer du fait de leur longueur. On met en place des réglementations concernant les propriétés, mais rien n'est applicable.

L'industrie du caoutchouc se développe surtout à partir de 1926, à l'époque du plan Stevenson. Elle conduit à l'expropriation des essarteurs vivant sur les calottes de Terres rouges comme à Mémot au Cambodge. Dans le même temps, on crée des écoles pour apprendre à bien cultiver (riziculture humide, maraîchage) mais cela ne fonctionne pas, parce que les rendements obtenus sur les essarts sont supérieurs à ce que l'on obtient avec les méthodes modernes. L'essartage continue donc, avec toujours le même discours de la part des administrateurs qui ignorent le rapport identitaire entre ces peuples et leurs forêts.

Discussion :

Jean-Marc Moriceau : Y a-t-il des agronomes qui se sont intéressés à la question, au XX^e siècle ? Comment s'effectue le contrôle des feux ?

Mathieu Guérin : Dès la colonisation, des agronomes se sont penchés sur la pratique de l'essartage et, depuis un siècle, toutes les études se recourent. Elles ne sont malheureusement pas entendues par les décideurs politiques. Toutefois, la Banque asiatique de développement commence à comprendre les chercheurs, mais cela semble très lent.

Pour le contrôle des feux, on veille à l'absence de grandes flammes, on établit un petit espace nettoyé autour du champ pour éviter la propagation du feu. On tape aussi sur le feu pour ne pas qu'il se répande. Enfin, les risques de propagation du feu sont réduits car la pratique de l'essartage est réalisée lors de la saison humide.

Pierre Brunet : Concernant les rendements des cultures sur les espaces essartés, ne faut-il pas calculer les rendements par homme et non par surface ?

Mathieu Guérin : Cela a été fait, et cela explique aussi pourquoi les essarteurs n'ont pas voulu changer de système.

Pierre Brunet : Par ailleurs, on ne peut pas parler de la forêt, mais de différents types de forêts, avec des rendements différents en humus. Cela pose la question du maintien de la fertilité.

Mathieu Guérin : Le nombre d'années de rotation est en cela important.

Pierre Brunet : Y a-t-il eu des essais pour rationaliser cette pratique, pour rendre l'espace moins anarchique, comme les Belges l'ont fait au Congo ?

Mathieu Guérin : Non. Quand l'essart est mauvais, on va vers un meilleur essart, tout simplement.

Marcel Rousard : Il y a une différence de rendement évident entre la riziculture humide et la riziculture sèche. Les deux types de culture supportent des densités de population différentes. En cas de croissance démographique, n'y a-t-il pas besoin de changer de système, comme cela a été fait, pour d'autres cultures, dans certaines régions d'Afrique ?

Mathieu Guérin : Pour la zone d'étude où il y a une densité de un habitant et demi au km², cela n'a pas de sens mais la remarque est bonne pour des zones en forte croissance démographique.

Christophe Maneuvrier : Le thème du sauvage et de la forêt se retrouve souvent dans l'Histoire, avec un même désir de civiliser, mais à la différence qu'ici, on met en avant l'idée de préserver la forêt.

Mathieu Guérin : La forêt doit être préservée, selon les administrateurs, pour exploiter des essences exotiques, dans une industrie en essor au début du XX^e siècle.

2^e conférence

Vincent Dubreuil

Maître de conférences en géographie à l'université Rennes 2

« Colonisation agricole et déforestation en Amazonie brésilienne »

Vincent Dubreuil (directeur du Laboratoire COSTEL- UMR 6554- CNRS au sein de l'Université de Rennes 2) travaille sur l'État du Mato Grosso. Situé dans le sud de l'Amazonie brésilienne, dans le centre-ouest du Brésil, cet espace constitue aujourd'hui le front pionnier le plus important à la surface du globe. En quelques décennies, cet Etat brésilien a subi des transformations paysagères radicales. Depuis les années 1970, la restructuration paysagère a été très spectaculaire. Celle-ci est liée à l'apparition massive d'une déforestation mécanisée, réalisée à l'aide de bulldozers.

Ce phénomène a créé un impact très important dans la transformation de l'espace qui s'organisait précédemment autour de trois paysages agricoles traditionnels : l'espace de l'agriculture traditionnelle qui regroupe le plus d'habitants ; l'élevage extensif qui occupe les trois quarts de l'espace de cette province et enfin le paysage de l'agriculture mécanisée dont les productions sont destinées à l'export. Deux grandes productions, le coton et le soja sont les représentants de l'agriculture capitaliste qui dominent l'occupation du sol depuis vingt ans.

La conférence s'organise autour de quatre grands thèmes de réflexion : la richesse et la démesure des éléments naturels ; la mise en valeur de cet État depuis le XV^e siècle ; la colonisation agricole et la déforestation abordées au moyen de la télédétection et une approche prospective concernant l'observation, la modélisation et la protection.

Le Brésil, pays de 8 millions de km² abrite la plus grande partie des 6 millions de km² de la forêt tropicale amazonienne. En effet, 62 % de l'Amazonie sont compris au sein de cet État. Ce milieu forestier, le plus grand du monde, est doté d'une très grande richesse biologique puisqu'il regroupe quelque 3 000 espèces de poissons et 3 000 espèces d'arbres, avec en moyenne 250 espèces d'arbres par hectare de forêt. La pluviométrie du Brésil est exceptionnelle, de l'ordre de 5 à 6 m par an. Une part importante de la province du Mato Grosso reçoit plus de 2 m d'eau par an, ce qui permet d'alimenter le débit du plus grand fleuve du monde, l'Amazone. Ce fleuve, appelé le « fleuve mer » par les habitants, a un débit de 200 000 m³ par seconde et constitue la première forme de mise en valeur de cet État.

La démesure des éléments naturels dans cette partie du Brésil s'exprime par la grandeur de la forêt amazonienne, le fleuve Amazone, et la pluviométrie.

La mise en valeur de cet espace débute en 1494 avec la signature du traité de Tordesillas. Il marque la séparation du Brésil entre les Portugais à l'est et les Espagnols à l'ouest. Au XVI^e et XVII^e siècle, les Portugais vont progressivement étendre leurs possessions vers l'Ouest. La constitution de l'Etat brésilien intervient entre le XVI^e et le XIX^e siècle, grâce à quatre productions agricoles : le bois de braise au XVI^e siècle, la canne à sucre au XVII^e siècle, l'hévéa et le café au XIX^e siècle.

La pénétration à l'intérieur du Brésil s'accélère au XVII^e siècle grâce à l'élevage puis à la ruée vers l'or, pour atteindre l'Etat du Mato Grosso qui était encore essentiellement occupé par des savanes. L'exploitation de l'or persiste encore actuellement, ce qui entretient l'esprit des chercheurs d'or, les *garimpos*. Au XIX^e siècle, l'Amazonie rentre dans l'économie mondiale avec l'hévéa. Son effondrement, dans les années 1910 ou 1920 fait replonger l'Amazonie dans l'oubli. À cette époque, le front du café dans le sud et les activités traditionnelles de la forêt persistent, comme la culture de l'hévéa, le charbonnage à destination de la sidérurgie et l'exploitation du bois sous la forme des grumes.

Jusqu'en 1960, l'exploitation de la forêt et la déforestation restent limitées du fait de la relative inaccessibilité de la forêt, atteinte seulement depuis les fleuves.

À partir des années 1930, l'Amazonie connaît un changement de perspectives et un phénomène d'internationalisation. Des structures sont alors mises en place pour favoriser son développement, notamment en la peuplant et en développant l'élevage avec les *fazendas*, des exploitations de très grande taille. Dans les années 1970, un programme national d'intégration permet l'ouverture des routes avec un axe nord-sud et un autre reliant l'est et l'ouest, la Transamazonienne. Ces routes permettent de relier le Mato Grosso avec le reste du Brésil et notamment l'est littoral et les ports du sud. Peu à peu, la colonisation s'opère le long des routes mais l'implantation des colons est précaire et reflète des échecs et des inadaptations, notamment du fait de l'absence de réforme agraire. Le pâturage se généralise alors car l'élevage est une production moins aléatoire que le café, notamment en regard des conditions climatiques particulières. En complément de l'élevage, la grande culture mécanisée émerge avec la culture du coton et de la canne à sucre, dans des *fazendas* de plusieurs milliers d'hectares.

L'essor des productions agricoles a été très spectaculaire dans le Mato Grosso pour la canne à sucre, le soja, le riz et le coton. Cet essor est lié à la création des routes qui relient la province et les ports du sud et qui facilitent l'exportation de ces cultures en rendant la province plus accessible. Cette mise en valeur agricole s'accompagne de l'arrivée des bûcherons qui ont suivi l'ouverture des routes. Cependant, leur activité est ralentie du fait de l'éloignement des grumes à forte valeur marchande dans la forêt.

Cette analyse soulève la question de la rapidité de la mise en place d'une pression pionnière, ainsi que celle de la protection future de la forêt. L'utilisation de l'imagerie satellite montre le rôle décisif des routes et des foyers urbains dans les processus de colonisation et de déforestation. En effet, la déforestation se fait à partir des routes, dans un premier temps, là où s'installent les communautés pionnières, puis s'étend vers l'intérieur de la forêt en prenant la forme d'un modèle en « arêtes de poisson ».

Depuis 1980, 18 000 km² de forêt sont perdus chaque année en Amazonie brésilienne, dont le tiers pour la seule province du Mato Grosso dans les années 1980 et la moitié aujourd'hui. Cette accélération est liée à l'asphaltage des routes qui relient la province, ce qui accélère l'acquisition de terres par les producteurs de soja, encourageant elle-même le défrichement et la déforestation accrue pour satisfaire les besoins en terres agricoles.

Afin de conserver cette forêt, l'Etat brésilien a mis en place un grand nombre de statuts de protection partiels ou totaux qui concernent 15 à 20 % de la superficie de la forêt. Ces mesures sont renforcées par la mise en place d'un code forestier, d'une réserve légale et d'un secrétariat de l'environnement dans la province du Mato Grosso. Cependant, dans la réalité, même si 46 % de la forêt reste non défrichée, 19 % de sa superficie est sous emprise humaine marquée et 28 % de manière plus légère.

Cette emprise humaine importante limite l'efficacité des mesures de protection. En effet, les feux sont notamment interdits pendant la saison sèche entre avril et septembre, alors qu'ils se produisent en réalité en majorité durant cette période. Les mesures mises en place manquent

d'efficacité, les moyens pour les mettre en œuvre sont insuffisants et la volonté politique fait défaut. Les procédures judiciaires sont longues, les sanctions plutôt légères et la corruption bien présente. Tout cela démontre l'importance des enjeux économiques dans cette province du Brésil qui a aujourd'hui tendance à occulter la protection du milieu.

L'Amazonie reste aujourd'hui au cœur de nombreux enjeux socio-économiques, écologiques et politiques. Le fonctionnement et la diversité des écosystèmes y sont mal connus. Même si une bonne partie de l'Amazonie est aujourd'hui exploitée par l'homme, une part importante de la forêt reste préservée, mais son avenir est incertain. En effet, depuis trente ans, des changements majeurs avec des impacts importants ont été observés et il apparaît aujourd'hui difficile de mettre en place des politiques efficaces qui pourront concilier l'ensemble des acteurs de ce territoire.

Discussion :

Philippe Madeline : Quel est le point de vue des Brésiliens à propos de ces transformations ? L'élection du président Lula a-t-elle changé la vision de l'État brésilien sur la déforestation ? Quel est le poids des instances internationales à ce sujet ? Trouve-t-on le même phénomène dans l'ouest de l'Amazonie ?

Vincent Dubreuil : Le point de vue des Brésiliens est aussi diversifié que le nôtre. Il existe un fort lobby de l'agrobusiness et un courant relayé par les ONG qui est soutenu par des financements internationaux et qui montre son inquiétude par rapport à la situation. Cependant, rien ne semble en mesure d'arrêter le processus dans la province du Mato Grosso au sein duquel la dynamique d'agrobusiness est la plus forte.

Lula a affiché une volonté de freiner cette expansion rapide du phénomène en donnant plus d'importance à l'environnement, notamment en contraignant la réserve foncière. Celle-ci est passée de 20 à 80 % de la superficie des nouvelles constructions. Mais le Brésil est un État fédéral, si bien que la situation évolue peu au niveau local. Par exemple, au Mato Grosso, le développement des routes est mis en avant dans le but de faciliter la commercialisation des productions agricoles, et il faut noter que le gouverneur de l'État est un des plus grands producteurs.

Les organisations internationales ont mené des actions, mais de manière très éparpillées, et les recherches à venir concernent le fait de montrer ce qui a marché et ce qui a échoué dans ces actions. Enfin, il faut savoir que les autres États ont des dynamiques pionnières moins actives qu'au Mato Grosso, et celles-ci concernent des espaces plus réduits.

Marcel Roupsard : La forêt dans la province du Mato Grosso est principalement une forêt sèche. La forêt humide pourra-t-elle être exploitée et défrichée de la même façon ?

Vincent Dubreuil : Oui et non. Par exemple, le soja a d'abord été cultivé dans le sud puis sa culture s'est développée vers le nord avec le développement d'espèces qui s'adaptent à des sols et des climats nouveaux ainsi qu'avec une grande panoplie de variétés.

Marcel Roupsard : L'abondance des précipitations ne rend-elle pas difficile l'usage des machines ?

Vincent Dubreuil : Des études sont en cours à ce sujet, et il est vrai que cela peut être difficile, surtout pour la récolte du soja qui se fait pendant la saison des pluies. Cependant, en climat tropical, il ne pleut pas tout le temps et il existe des périodes propices pour les récoltes. Au Mato Grosso, la saison humide est propice à la récolte du soja qui s'effectue en janvier et février.